

# Développement durable: l'agriculture biologique peut mieux faire

On aurait tort de penser que l'agriculture biologique est parfaitement durable. Le FiBL a reconnu les signes du temps et un groupe interdisciplinaire composé d'une douzaine de spécialistes élabore des méthodes visant à optimiser la durabilité écologique, économique et sociale des exploitations. De tels projets débouchent bien entendu rapidement sur le terrain politique.

Aucun système agricole n'est parfaitement durable sur le plan écologique. L'agriculture biologique est bien positionnée grâce à son système d'exploitation en circuit quasi-fermé, à son refus des engrais minéraux, des pesticides de synthèse et des OGM, et aussi par l'adaptation de la taille des cheptels aux sites. Cependant, des progrès restent à faire et ils sont en grande partie conditionnés par l'engagement des exploitants.

En outre, les partisans des systèmes agraires conventionnels et intégrés cherchent de plus en plus à se démarquer sur certains aspects de la durabilité, mettant ainsi l'agriculture biologique sous pression. Cette pression s'exerce aussi sur le plan politique.

## Centre de compétences dédié aux analyses de durabilité

Le FiBL a perçu cette évolution et a développé un centre de compétences dédié aux analyses de durabilité. Une équipe interdisciplinaire regroupant des spécialistes en climatologie, fertilité des sols, biodiversité, agriculture sociale, bien-être du bétail, OGM, socio-économie et évaluation des conséquences des politiques agricoles forme un solide pôle de compétence qui s'efforce de faire progresser l'agriculture biologique sur les plans écologique, économique et social.

«Au final, il s'agit de permettre au contribuable de bénéficier, à un coût acceptable, des performances sociétales de l'agriculture biologique en faveur de l'environnement et du bien commun», explique Christian Schader, socio-économiste dont la thèse de doctorat porte précisément sur l'analyse coût-efficacité des performances environnementales.

## De nouveaux systèmes incitatifs pour les exploitations biologiques

Si l'agriculture biologique doit devenir encore plus durable, quelles seront les implications de cette orientation pour les exploitants? «Nous privilégions des systèmes d'incitations positives plutôt que de nouveaux cahiers des charges», explique Christian Schader. Il s'agit par exemple de nouvelles possibilités de labellisation valorisant la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la biodiversité. Les exploitations agricoles ou les établissements de transformation, dont le travail, à cet égard, est exemplaire, devraient à l'avenir pouvoir en tirer une plus-value.

Les consommateurs doivent-ils s'attendre à une déferlante de nouveaux labels? «Non. Nous pensons à de nouvelles options de commercialisation pour la distribution», ce qui signifie qu'un grossiste ou un détaillant souhaitant se démarquer en

vendant des produits neutres en CO<sub>2</sub> pourra s'appuyer sur les certifications des produits concernés. Alors que les versements directs en faveur de l'agriculture biologique sont dans le collimateur des politiciens, une rémunération des prestations supplémentaires via le marché constituerait, pour nombre d'exploitations, une perspective économiquement intéressante.

## Subvention bio? C'est la combinaison des mesures qui fait la différence

Depuis le début des années 1990, l'agriculture biologique bénéficie d'aides de l'État pour sa gestion respectueuse de l'environnement. Dans divers pays européens ainsi qu'en Suisse, l'agriculture biologique milite contre la réduction des aides.

Les projets de réduction des aides reposent sur une mauvaise interprétation d'un important principe de base en politique économique, comme Christian Schader l'a démontré dans sa thèse de doctorat. Un argument clé de la politique agricole est l'application de la règle de Tinbergen qui veut qu'une politique économique efficace nécessite un nombre au moins équivalent d'instruments que d'objectifs formulés. À défaut, les objectifs ne peuvent être véritablement atteints que dans des cas exceptionnels.

«Ce postulat paraît au premier abord inconciliable avec un système de subventions qui poursuit simultanément plusieurs objectifs environnementaux. Mais il est prouvé que la règle de Tinbergen n'est pas un argument suffisant pour s'opposer à un soutien politique de l'agriculture biologique», affirme Christian Schader. C'est la combinaison des mesures qui fait la différence: «Compléter les subventions en faveur de l'agriculture biologique par des mesures spécifiques allant dans le sens des objectifs politiques, est très efficace. Ce sont ces synergies que nous devons exploiter.» *jf*

**Contact:** christian.schader@fi-bl.org

**Financement:** Fondation Gerling, Fonds national suisse

*Christian Schader dirige la section Analyse de durabilité au FiBL.*

Management Intensity Module (MIM)  
 Intensity levels are differentiated as sub-activities corresponding to agri-environmental policy measures, similar to the approach developed by Röhm and Dabbert (2003). Since each level of each activity is equipped with Input/Output factors, the optimisation process simultaneously considers the different intensity levels. The uptake of the following agri-environmental policies are explicitly considered:

- Extensification of cereals and rape
- Extensification of grassland (different extensification levels)
- Organic farming payments

